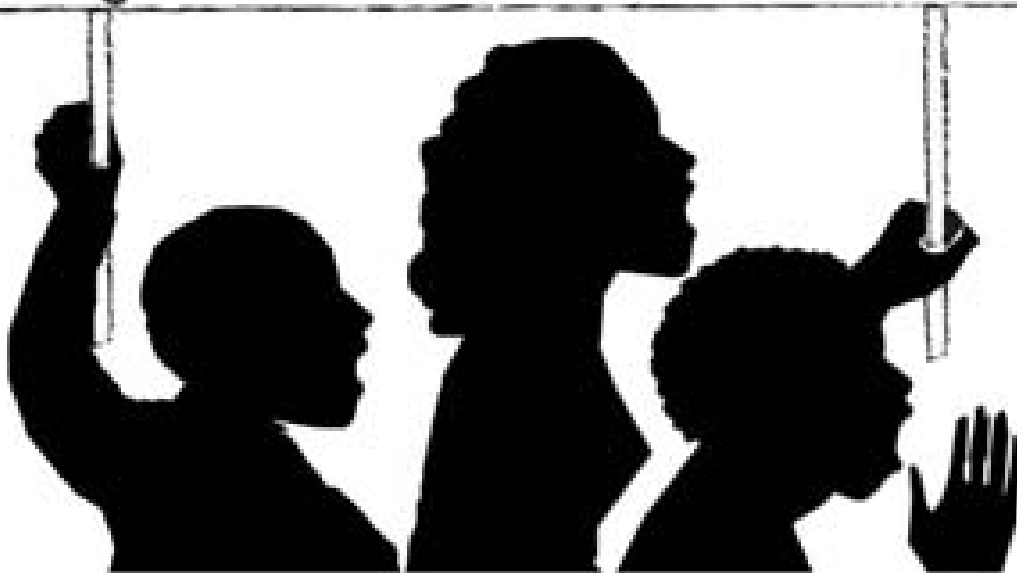


# SOMMET CITOYEN FRANCE ↔ AFRIQUE

POUR UNE POLITIQUE DE LA FRANCE EN  
AFRIQUE RESPONSABLE ET TRANSPARENTE



St Denis – Paris – Cannes  
11 - 16 Février 2007



**GREENPEACE**



**Oxfam France**  
AGIR ICI

**SECOURS  
CATHOLIQUE**  
— Caritas France —





# La démarche

A l'occasion du **24<sup>ème</sup> Sommet Afrique-France** qui se tiendra à Cannes les 15 et 16 février 2007, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement du continent africain se réuniront à l'invitation du président de la République française.

Convaincues que les relations franco-africaines constituent un sujet qui ne saurait se limiter à un rendez-vous diplomatique de ce genre, des organisations françaises et africaines se sont attachées depuis 1994 à organiser des rencontres citoyennes en marge des Sommets franco-africains. Les premiers « contre-sommets » ont eu lieu à Biarritz en 1994 et à Paris et en 1998.

L'organisation de l' « Autre sommet pour l'Afrique », en février 2003 à Paris, puis du « Sommet alternatif citoyen Afrique-France » de Bamako en novembre-décembre 2005 ont permis de donner toujours plus de visibilité aux revendications citoyennes pour un renouveau des relations franco-africaines, relayées par plusieurs dizaines d'organisations françaises et africaines.



Plus de 3000 manifestants se sont ainsi retrouvés le 19 février 2003 à Paris derrière la banderole « Arrêtons le soutien aux dictateurs, soutenons les peuples africains ! ».

Ces rendez-vous, ouverts à toutes les composantes de la société civile (ONG, journalistes, mouvements civiques, artistes...), ont passé en revue les principaux maux qui minent l'Afrique (dictatures, dette odieuse, corruption, échanges inégaux, violations massives des droits de l'Homme, impunité, pillages), aboutissant sur le même constat :

## **45 ans de coopération et 23 Sommets France-Afrique n'ont apporté aucun remède à ces maux.**

Dans le prolongement de la dynamique créée lors du Sommet alternatif citoyen de Bamako, en novembre 2005, un collectif d'associations françaises et africaines a décidé d'organiser un **Sommet citoyen France-Afrique du 11 au 13 février à Paris**.

Temps fort de cette initiative citoyenne : un **Colloque international** de deux jours les 12 et 13 février au FIAP (Paris 14<sup>ème</sup>) à l'ouverture duquel sera rendu public l'**Appel des Organisations de la société civile africaine** aux candidats à l'élection présidentielle en France pour une autre relation de la France avec l'Afrique. Elaboré lors du Forum Social Mondial de Nairobi en janvier dernier, cet appel fait écho aux revendications « pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente » formulées par une trentaine d'organisations françaises du collectif « 2007 Etat d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire ! ».

Plusieurs dizaines de représentants d'organisations françaises et africaines, participeront à ce Colloque, parmi lesquels quelques personnalités importantes de la société civile africaine en provenance du Tchad, du Togo, du Cameroun, du Niger, du Zimbabwe, etc.

Les principaux thèmes de débats abordés seront : l'immigration, le soutien de la France aux dictatures, la responsabilité des entreprises françaises en Afrique, le financement du développement, les nouveaux espaces de coopération France-Afrique, etc.

L'objectif de ce colloque étant de proposer des alternatives concrètes, ces réflexions collectives seront par la suite relayées aux candidats aux élections présidentielle et législatives de 2007. Des rendez-vous ont ainsi été pris avec les principaux partis politiques.

Le **Sommet citoyen France-Afrique** est organisé par ATTAC, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), le Cédétim, Greenpeace-France, Oxfam France-Agir ici, le Secours catholique / Caritas France et Survie.

**Avec le soutien de :**

Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Coalition des Alternatives Dette et Développement (CAD-Mali), Coalition « Publiez ce que vous payez »-Congo, la Cimade (Service œcuménique d'entraide), Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques des Camerounais de la Diaspora (CODE), Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), la Confédération Générale du Travail (CGT), Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD), Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Justice & Paix-Congo, Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Rassemblement pour les Droits de l'Homme (RPDH-Congo), Sherpa, Terre des Hommes-France...

## Programme

**Le Sommet citoyen France-Afrique se déroule en 5 temps :**

- un **Forum associatif** le dimanche 11 février (ouvert au public)
- un **Colloque international** les 12 et 13 février (sur invitation, ouvert à la presse)
- une **Manifestation** le mardi 13 à 18h30
- des **actions de plaidoyer** menées le 14 février par une délégation de représentants d'organisations françaises et africaines auprès des partis politiques et candidats aux élections de 2007. Ces rencontres permettront de relayer les revendications et propositions de réforme de la politique de la France en Afrique élaborées lors du Colloque international.
- des **mobilisations** (rassemblement, conférences de presse, actions de rue) menées à **Cannes** pendant le sommet officiel

Février 2007					
Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
11	12	13	14	15	16
<b>Sommet <i>citoyen</i> France-Afrique</b>			<b>Plaidoyer</b>  <b>Interpellation des partis politiques français</b>	<b>Mobilisations pendant le Sommet officiel Afrique France</b>  <b>CANNES</b>	
<b>" Forum associatif"</b>	<b>Colloque International</b>				
<b>ST DENIS (93)</b>	<b>PARIS</b>				
<b>Stands associatifs, Conférences débats Spectacle <i>Elf la Pompe Afrique</i></b>		<b>18h30 Manifestation</b>			

## **Forum associatif, dimanche 11 février.**

Ouvert au public.  
Entrée libre.

Salle La Belle Etoile – Cie Jolie Môme 14 allée Saint-Just à St Denis (93) Métro Pte de la Chapelle Ligne 12
--

### **Associations participantes :**

Afrique 21, ATTAC groupe Afrique, CAAC (Comores), CADTM, CNT, Comité Togolais de la Résistance, Fédération des Congolais de la diaspora, Greenpeace-Groupe local de Paris, Mouvement des Indigènes de la République, Oxfam France Agir ici, Survie Paris Ile De France, Union des populations du Cameroun ...

### **Programme :**

Stands associatifs, expositions photos, projections, débats, intermèdes musicaux, slam, performances artistiques, restauration, buffet africain...

- 11h à 12h20 Projection du film **Mascarade**.  
Elections, répression au Togo

- 12 h 20 à 13h Débat **Les élections en Afrique**

Avec Sebastian ALZERRECA (Survie), Dimas DZIKODO (Journaliste togolais indépendant), Comi TOULABOR (Chercheur au Centre d'Etudes d'Afrique Noire - IEP Bordeaux), Benjamin MOUTSILA (Délégué national de la Fédération des Congolais de la Diaspora - FCD)

- 13h45 à 15h30 Débat **Contre le soutien de la France aux dictateurs**

Avec Laurence DAWIDOWICZ (Survie-Paris), Massalbaye TENEBAYE (Président de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme - LTDH), Odile BIYIDI (Présidente de Survie) et Guillaume Téné SOP (Porte parole du Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques des Camerounais de la Diaspora - CODE)

- 16h à 17 h 30 Débat **Le financement du sous-développement**

Avec Maouloud BEN KATTRA (Coalition des Alternatives Dette et Développement - CAD Mali) et Reno SAVEAN (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde – CADTM)

- 19h à 22h30 Spectacle **Elf la pompe Afrique**, de Nicolas LAMBERT

L'affaire Elf, l'un des plus gros scandales politico-financiers français, mise en scène à partir des véritables propos des principaux protagonistes.

<http://charlie.noie.free.fr/>

Réservation : [assistantreseau@oxfamfrance.org](mailto:assistantreseau@oxfamfrance.org). Tarifs : 5 (chômeurs et étudiants)

– 10 – 15 € (tarif de soutien)



## Colloque international, lundi 12 et mardi 13 février

Foyer international d'accueil de Paris  
30, rue Cabanis 75014 Paris  
Métro Glacières ligne 6

Participation sur inscription (nombre de places limité).

Colloque ouvert à la presse (un espace est à la disposition des journalistes désirant réaliser des interviews)

### Lundi 12 Février

- 9h30 : Plénière d'introduction

#### **Le bilan des relations franco-africaines depuis 1960. L'appel de la société civile française et africaine pour une autre France-Afrique**

*A l'instant même où débutera à La Villette un grand raout médiatique sur « L'Afrique qui réussit », destiné à introduire les festivités de Cannes, le sommet France-Afrique de la société civile s'ouvrira lui sur un constat d'échec. 46 années de coopération et 24 sommets France-Afrique n'ont apporté aucun remède aux maux qui minent le continent africain. Sans s'attarder sur les causes de cet échec, maintes fois dénoncées il est temps d'obtenir des décideurs français un changement radical dans leur politique africaine. C'est le message de « L Appel des organisations de la société civile africaine aux candidats à l'élection présidentielle en France », rédigé lors du FSM de Nairobi,, qui sera lu en introduction de ce colloque. Cet appel fait écho aux revendications « pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente » formulées par une trentaine d'organisations françaises de la campagne « 2007 Etat d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire ! ».*

- 10h45 : Plénière 2

#### **Pour une relation France-Afrique au service de la démocratie**

*La diplomatie française a soutenu politiquement, militairement et économiquement, la plupart des régimes dictatoriaux issus du pré-carré francophone depuis les années 60.*

*Malgré le discours de La Baule de 1990, la déclaration de Bamako de 2000 et le nouveau document d'orientation de la politique de coopération intitulé « pour une gouvernance démocratique », la diplomatie française peine à accompagner*

*dans les actes l'essor des revendications démocratiques qui gagne le continent : soutien militaire à des armées non républicaines, amitiés personnelles témoignées à des despotes, validation d'élections truquées. La politique de la stabilité défendue par la France, qui au Tchad comme au Togo conduit à la violence et à la guerre, est aujourd'hui à bout de course.*

*Quels actes devront poser les futurs dirigeants français pour mettre en œuvre une politique de la France au service de la démocratie. ?*



Animée par : Fabrice TARRIT : Secrétaire général de Survie

#### Intervenants :

Massalbaye TENEBAYE : Président de Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH)

Dimas DZIKODO : Journaliste togolais indépendant

Ignace GUESSEHI : Directeur de la Fédération pour le Développement du Secteur Informel (FEDESI, Côte d'Ivoire)

Sidiki KABA : Président de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH)

Richard BANEGAS : Maître de conférence en Science politique à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne et Directeur de la revue *Politique africaine*

- 12h45 : pause déjeuner

- 14h15 : Plénière 3

## **Pour une relation France-Afrique respectant les droits économiques et sociaux du continent africain**

*La France apporte son soutien (via la COFACE, l'AFD,...) aux activités d'entreprises françaises (Total, Bolloré, Bouygues,...) qui pour certaines captent des services publics privatisés et les ressources naturelles des pays africains (pétrole, bois, minerais...). En outre, elle soutient des régimes dépourvus de volonté et/ou de capacités à développer des politiques économiques souveraines.*

*Malgré des actions d'appui à l'initiative économique, la France a souvent ainsi empêché l'émergence d'un entrepreneuriat africain solide et le respect des droits économiques et sociaux des populations.*

*Quels changements stratégiques et quelles réglementations mettre en œuvre pour que les sociétés africaines concernées jouissent effectivement de ces droits ?*

Animée par : Grégoire NIAUDET (Chargé de Projets au Secours Catholique)

### Intervenants :

Christian MOUNZEO (Coordinateur de la coalition « Publiez ce que vous Payez » - Congo, membre du Conseil international d'Administration de l'ITIE). *(Présence sous réserve de la levée de l'interdiction de mouvement par les autorités congolaises)*

Maouloud BEN KATTRA (Représentant des syndicats à la Coalition des Alternatives Dette et Développement - CAD Mali)

William BOURDON (Avocat, Président de Sherpa)

Gilbert MAHOUNDONODJI (Coordinateur du Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du Projet Pétrole Tchad-Cameroun, GRAMP/TC, « Publiez Ce que Vous Payez » - Tchad)

Grégoire LEJONC (Chargé de campagne Forêts africaines à Greenpeace-France)

- 16h15 : Plénière 4

## **Des flux financiers au service du développement ?**

*Devenus dépendants de financements extérieurs, les pays africains se sont vus contraints « d'ajuster » leur économie aux intérêts des bailleurs. Les multiples ponctions opérées sur leurs richesses par le mécanisme de la dette, la fuite des capitaux, l'évasion fiscale, le pillage des ressources naturelles ou la corruption, ne sont pas compensées par les flux financiers venant du Nord.*

*Et si les véritables bénéficiaires de « l'aide » au développement, dont la France se flatte d'être un généreux pourvoyeur, étaient les pays donateurs ?*

*Comment inverser la donne et instituer le principe de redistribution à l'échelle planétaire ?*



Animée par : Françoise VANNI (Directrice d'Oxfam France – Agir ici)

### Intervenants :

Jean MERCKAERT (Chargé de programme au Comité catholique contre la Faim et le Développement – CCFD et coordinateur de la Plateforme Dette et développement)

Jean-Marc BIKOKO (Président de la Confédération du secteur public et membre du réseau Dynamiques citoyennes, Cameroun)

Xavier HAREL (journaliste à *La Tribune* et auteur de *Afrique, pillage à huis clos*, Fayard, 2006)

Moussa TCHANGARI (animateur d'Alternatives Niger et organisateur du Forum Social nigérien)

Brice MACKOSSO (Membre de la coalition internationale « Publiez ce que vous Payez » - Congo) *(Présence sous réserve de la levée de l'interdiction de mouvement par les autorités congolaises)*

- 17h45 fin de la journée

## **Mardi 13 février**

- 9h30 : Plénière 5

### **Quelle place pour le franc CFA, les bases militaires françaises, la Francophonie dans l'Afrique de demain?**

*La France est la seule ancienne puissance coloniale à avoir conservé un pouvoir prépondérant dans les domaines monétaire, militaire et culturel dans son "pré carré". Avec le Franc CFA, elle dispose d'un pouvoir d'intervention dans les politiques monétaires de nombreux pays africains. Les accords de défense et de coopération militaire ainsi que les bases militaires françaises servent de support à des interventions directes décidées dans l'opacité et souvent dénoncées. Au delà de sa mission linguistique et culturelle, la Francophonie constitue quant à elle de plus en plus un cadre politique pour les relations entre la France et ses anciennes colonies, avec un mandat ambigu.*

*Le sort de ces derniers "vestiges de l'Empire" alimente les débats et parfois les polémiques entre partisans de leur suppression pure et simple, défenseurs de leur maintien et promoteur d'une redéfinition de leurs objectifs, mandats et moyens de contrôle.*

Animée par : Raphaël GRANVAUD (Survie)

#### Intervenants :

Sayouba TRAORE (journaliste économique et écrivain)

Comi TOULABOR (Chercheur au Centre d'Etudes d'Afrique Noire - IEP Bordeaux)

- 11h15 : Plénière 6

### **Du local au multilatéral, qu'attendre des nouveaux espaces de coopération entre la France et l'Afrique ?**

*La coopération d'Etat à Etat n'est plus le seul cadre des relations franco-africaines. La France inscrit de plus en plus sa politique de coopération dans le cadre européen, au sein des institutions financières internationales ou de l'ONU. Mais le rôle que la France tente de conserver dans ces instances dès lors qu'il est question de son pré carré laisse souvent croire à un simple « habillage multilatéral » de sa politique.*

*Au niveau infra-étatique on note l'essor de la coopération décentralisée, une coopération « de société à société » vue par ses défenseurs comme un moyen de contourner les écueils de la coopération bilatérale, mais qui se trouve parfois piégée par les faux pas de la diplomatie française.*

*Ces nouveaux espaces de coopération peuvent-ils dans ces conditions constituer une alternative réelle à la politique d'influence de la France ?*

Animée par : Jean-Yves BARRERE (Président du Cédétim-Ipam)

#### Intervenants :

Sylvain NKWENKEU (Agency for Cooperation and Research on Development – ACORD - Cameroun)

Gus MASSIAH (Président du Centre de Recherche et d'Information pour le Développement - CRID)

Norbert BEALU (Président de Togo-Deux Sèvres)

Mabassa FALL (Représentant de la FIDH auprès de l'Union Africaine)

- 12h45 : pause déjeuner



- 14h15 : Plénière 7

## **Les Africains indésirables en France?**

Animée par : Marine GACEM (Echanges et partenariats / Initiatives Pour un Autre Monde - Ipam)

### Intervenants :

Ali EL BAZ (Président de l'Association des Travailleurs Maghrébins de France)

Caroline INTRAND (Cimade, chargée des questions européennes au service de la défense des étrangers reconduits - DER)

- 16h : Plénière 8

## **Quel contrôle démocratique et citoyen sur les relations franco-africaines?**

*Décidée dans l'opacité, avec un rôle prépondérant confié à l'Elysée, la politique de la France en Afrique relève du domaine réservé. Depuis de nombreuses années, des ONG, syndicats, organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent cette situation et plaident pour plus de contrôle et de transparence. Ils sont rejoints par un nombre croissant de députés qui s'inquiètent de voir le parlement écarté de certaines prises de décisions pourtant cruciales en matière de politique étrangère.*

*La campagne « 2007 Etat d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire » lancée il y a quelques semaines constitue une plate-forme d'échange et d'interactions entre la société civile et le monde politique. Elle a notamment pour objectif de faire adopter aux futurs élus des propositions concrètes et des règles qui favorisent une politique de la France en Afrique (et dans le monde) responsable et transparente.*

Animée par : Fabrice TARRIT (Secrétaire général de Survie)

### Intervenants :

Bernard PINAUD (Délégué général du CRID)

Maouloud BEN KATTRA (Représentant des syndicats à la Coalition des Alternatives Dette et Développement - CAD Mali)

Pierre BRANA (ancien Député, Rapporteur de la Mission d'information parlementaire de 1998 sur le rôle de la France au Rwanda)

Sidiki KABA (Président de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme – FIDH)

- 17h45 Départ pour la manifestation

### **Manifestation**

**13 février à 18h30 Métro Château Rouge (Paris 18<sup>ème</sup>)**

**Parcours : Château Rouge – Château d'eau - République**

# état d'urgence planétaire :

**votons pour une France solidaire !**

Une campagne menée par un collectif de 22 associations françaises de solidarité internationale, membres du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement [www.crid.asso.fr](http://www.crid.asso.fr)).

## Les ONG françaises interpellent les candidats...

Depuis 20 ans, le CRID mène des campagnes d'opinion à l'approche des échéances électorales afin de mettre la solidarité internationale au cœur du débat public grâce à la mobilisation de ses organisations membres et de leurs militant(e)s.

En 2007, 22 organisations membres du CRID se mobilisent pour faire en sorte qu'un maximum de citoyen(ne)s inscrivent la solidarité internationale dans leur réflexion à l'approche du vote et incitent les partis politiques et les candidats aux élections présidentielle et législatives à intégrer les questions de solidarité internationale dans leur programme. Une fois qu'ils seront élus, les organisations mobilisées pourront ainsi vérifier la mise en œuvre de leurs engagements.

La campagne « 2007 : Etat d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire ! » va être relayée en province jusqu'en juin 2007 via des collectifs départementaux, avec l'organisation de conférences, de débats avec les candidats aux élections présidentielle et législatives



## ... pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente

Dans le prolongement du comité de suivi du « Sommet alternatif citoyen France-Afrique » (de nov-déc. 2005 à Bamako), constitué de façon informelle à Paris en septembre 2005, le CRID a demandé qu'un groupe travaille sur le contenu d'une fiche de revendication sur les relations France-Afrique, à intégrer dans le dossier de la campagne « 2007: Etat d'urgence planétaire votons pour une France solidaire ».

Survie, le CCFD, le Secours Catholique et le Cedetim/Ipam ont rédigé conjointement ce document intitulé « pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente », qui a par la suite été signé par une vingtaine d'organisations.

---

FRANCE-AFRIQUE



## **POUR UNE POLITIQUE DE LA FRANCE EN AFRIQUE RESPONSABLE ET TRANSPARENTE**

nous demandons aux candidat-e-s de s'engager :

- **en faveur d'une politique de coopération avec l'Afrique respectant :**

- l'état de droit et les aspirations démocratiques,
- les droits économiques, sociaux et culturels des peuples,
- de la souveraineté économique, politique et militaire des États reconnus par leur population,
- les dynamiques régionales et continentales africaines ;

- **en faveur d'un contrôle parlementaire et citoyen de la politique française en Afrique afin qu'elle ne puisse plus être confisquée par une minorité d'acteurs politiques et économiques. Nous demandons que soit mise en place une commission parlementaire chargée de réaliser un bilan des politiques françaises en Afrique en auditionnant experts, responsables politiques, économiques et associatifs ;**

- **pour que la France défende plus activement les intérêts africains au sein des institutions internationales.**

### LE CONTEXTE

Plus de quarante ans après les indépendances, le bilan de la politique de la France en Afrique, tant au plan économique, politique que militaire, est contesté par ses bénéficiaires supposés. À part quelques expériences positives (notamment certaines réalisations dans le domaine de la coopération technique) et bien qu'ayant fait l'objet de réformes institutionnelles, cette politique n'a pas toujours servi les

objectifs de développement, de soutien à la démocratie et à la paix, affichés parfois ostensiblement. Décidées dans l'opacité, sans contrôle parlementaire et citoyen, les interventions de l'État français en Afrique (financées par les contribuables) ont surtout servi les intérêts, parfois contradictoires, de minorités économiques ou politiques, en France comme en Afrique (les « réseaux de la Françafrique »).

Du fait de son manque de cohérence et de transparence, il apparaît aujourd'hui nécessaire de refonder cette politique sur des bases plus conformes aux aspirations des populations africaines et des citoyens français.

---

### **SIGNATAIRES**

Accueil Paysan, Agir ici, Les Amis de la Terre, ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens), CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement), DEFAP - Service Protestant de Mission, FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), Fédération Française des MJC, Foi & Justice, Greenpeace, IDD (Immigration Développement Démocratie), IPAM (Initiatives Pour un Autre Monde), MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), Peuples Solidaires, Planète Urgence, Réseau Sortir du nucléaire, RITIMO (Réseau des centres de documentation pour le développement et la solidarité internationale), Secours catholique - Caritas France, Solidarité mondiale contre la faim, Survie, Terre des Hommes

## LES ARGUMENTS

**LA DIPLOMATIE FRANÇAISE A SOUVENT BLOQUÉ L'ÉMERGENCE DES SOCIÉTÉS CIVILES AFRICAINES** en soutenant sans modération des régimes contestés par leurs peuples, favorisant de nombreuses situations de crises politiques et de guerres. Le soutien au régime génocidaire au Rwanda, la crise de succession au Togo ou la dérive du clan Déby au Tchad ont montré la situation d'impasse à laquelle mène une « diplomatie de la stabilité » qui ne fait qu'aggraver les facteurs de tensions. La France doit réellement conditionner son appui au respect de l'État de droit et encourager fortement les États mettant en place des systèmes de gouvernance démocratique et investissant dans des programmes sociaux (éducation, santé, eau, logement, transport). Elle doit mettre un terme à une diplomatie fondée sur des amitiés personnelles en instaurant des règles de protocole plus strictes et en révisant la nature et les fonctions des groupes d'amitié parlementaires. Elle doit également contribuer efficacement aux processus démocratiques en ne cautionnant plus des élections organisées sans contrôle efficace et en favorisant une supervision par l'ONU de tout processus électoral « à risque ».

**LE DÉFICIT DE SOUVERAINETÉ EMPÊCHE LES RÉGIMES AFRICAINS LES PLUS VOLONTARISTES DE PRÉSIDER EFFICACEMENT AUX DESTINÉES DE LEUR NATION.**

Il est criant dans le domaine financier (poids de la dette) et monétaire, dans la zone CFA. Le lancement d'un plan de transfert progressif de souveraineté monétaire aux institutions régionales, chargées de se prononcer sur le maintien ou non de cette unité monétaire, devrait donc être envisagé. Au niveau économique, le respect de la souveraineté passe par un encadrement plus strict des interventions des multinationales françaises, notamment en matière d'extraction de matières premières, de délégations de services publics (eau, communications, transport). Cet encadrement doit être formalisé sur la base de règles de procédures et de transparence à valeur contraignante. Sur le plan de la

souveraineté militaire, la suspension des interventions armées unilatérales de la France en Afrique sans mandat de l'ONU et la fermeture des bases militaires françaises, à l'exception de celles prévues dans le cadre du renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP), doivent être envisagées.

**L'ENCHEVÊTREMENT DES LIEUX DE DÉCISIONS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE AVEC UNE PLACE CENTRALE DE L'ÉLYSÉE** (qui en a fait son domaine réservé notamment à travers sa « cellule africaine »), montre l'extrême nécessité que la politique extérieure de la France soit aujourd'hui soumise aux règles élémentaires de démocratie. Cela doit commencer par un rôle accru et effectif du Parlement en matière de coopération économique et financière, mais aussi de coopération militaire.

**LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE S'INSCRIT AUJOURD'HUI DANS UN CONTEXTE D'INTERVENTIONS CROISSANTES D'ACTEURS MULTILATÉRAUX SUR LE CONTINENT.**

Grâce à son influence diplomatique au sein de l'ONU, de l'UE et son poids financier au sein des institutions financières internationales, la France est en mesure de défendre des politiques de coopération multilatérales plus efficaces en matière de lutte contre la pauvreté et moins soumises à l'orthodoxie néolibérale, ce qu'elle a très peu fait par le passé. Il s'agit également de permettre aux États africains d'acquérir plus de poids dans la défense de leurs intérêts. En matière diplomatique, domaine dans lequel l'influence de la France s'exerce le plus fortement, il est souhaitable de mettre un terme à la politique du « domaine réservé » que la diplomatie française tente d'imposer au sein de l'Union européenne ou de l'ONU dès lors qu'il s'agit de l'Afrique francophone, avec des objectifs souvent éloignés des revendications des peuples africains.

## CONTACTS

**Philippe Mayol**  
CCFD  
01 44 82 81 76  
p.mayol@ccfd.asso.fr

**Grégoire Niaudet**  
Secours Catholique - Caritas France  
01 45 49 75 68  
gregoire-niaudet@secours-catholique.asso.fr

**Fabrice Tarrit**  
Survie  
01 44 61 03 25  
fabrice.tarrit@survie-france.org

# Les ONG membres du Comité de pilotage du Sommet citoyen France-Afrique

## ATTAC



Attac (Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens) promeut et mène des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde. Mouvement d'éducation populaire, l'association produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations...

Le Groupe Afrique est un groupe de travail au sein de la Commission internationale d'ATTAC. Il réalise un travail de mise en relation et d'échange d'information entre organisations de la société civile africaine et d'autres continents.

66-72, rue Marceau 93100 Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 41 58 17 40

[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

## Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD)

Le CCFD, créé en 1961, est la plus grosse ONG française de développement. Il soutient les initiatives d'acteurs de développement dans 70 pays du Sud et de l'Est et sensibilise la population française aux questions Nord-Sud.



Depuis plusieurs années, le CCFD est très engagé dans les combats pour l'annulation de la dette des pays du Sud ou pour une aide publique au développement au service des plus pauvres.

A l'approche des élections françaises de 2007, le CCFD fait de l'assainissement des relations entre la France et l'Afrique une de ses priorités, en appelant ses partenaires africains et ses 15 000 militants en France à interpeller les candidats sur ce sujet.

4, rue Jean Lantier - 75001 Paris

Tél. : 01 44 82 80 00

[www.ccfid.asso.fr](http://www.ccfid.asso.fr)

## Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cédétim)



Le Cédétim est né de l'anti-colonialisme des années cinquante et soixante, marqué notamment par la Guerre d'Algérie.

Pour le Cédétim ; la solidarité internationale ne se limite pas à l'aide ou au soutien à des luttes ou des mouvements qui seraient lointains et exotiques. Elle s'inscrit dans un projet ayant pour objectif la transformation de la société, ici comme ailleurs, dans le sens d'une plus grande liberté, d'une plus grande égalité, d'une meilleure justice sociale, d'un monde construit par tous les peuples. Elle est fondée sur le respect des droits fondamentaux individuels et collectifs. Ce projet signifie le refus de toutes les formes de répression, de domination, de discrimination et d'exclusion.

21 ter, rue Voltaire 75011 Paris

Tél. : 01 43 71 62 12

[www.cedetim.org](http://www.cedetim.org)

## Greenpeace-France



Association internationale non violente de défense de l'environnement, Greenpeace s'occupe des problèmes écologiques les plus critiques à l'échelle de la planète.

En Afrique, Greenpeace se bat pour la protection des forêts du bassin du Congo et de ses habitants. En 30 ans, l'exploitation industrielle du bois n'a pas contribué à diminuer la pauvreté ; l'Agence Française de Développement continue pourtant à financer les exploitants forestiers.

En République Démocratique du Congo, un moratoire sur l'attribution de nouveaux titres forestiers a été instauré en 2002. Greenpeace demande à la France de soutenir la prolongation de ce moratoire et d'appuyer la réalisation d'un plan de gestion des massifs forestiers en concertation avec les populations locales.

22, rue des Rasselins 75020 Paris

Tél. : 11 44 64 02 02

[www.greenpeace.org/france](http://www.greenpeace.org/france)

## Oxfam France-Agir ici



L'association Oxfam France intervient au niveau des causes structurelles de la pauvreté et des injustices, articulant son action autour de l'information et la mobilisation des citoyens d'une part, et de l'interpellation des responsables politiques et économiques d'autre

part.

Oxfam France - Agir ici dénonce les travers de la politique africaine de la France depuis 1990. De nombreuses campagnes ont été menées sur ce sujet et les Dossiers noirs, co-édités depuis 1994 en collaboration avec Survie, documentent dans le détail cette question.

Oxfam France - Agir ici se mobilise régulièrement autour des Sommets France-Afrique pour apporter un éclairage citoyen sur les relations franco-africaines et rappeler qu'une autre Afrique est possible.

104 rue Oberkampf 75011 Paris

Tél. : 01 56 98 24 40

[www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)

## Secours catholique / Caritas France



Depuis de nombreuses années, le Secours Catholique / Caritas France relaie la parole de ses partenaires africains sur les causes de pauvreté.

Parmi celles-ci, le soutien de la France à des régimes autoritaires et/ou corrompus est souvent perçu comme un frein au développement. Par ailleurs, les stratégies de différents services officiels de la France sont parfois contradictoires, voire nocives les unes pour les autres. Le SC/CF considère que les relations de la France avec les pays africains sont un sujet tabou de la société française depuis près de 50 ans et qu'il est grand temps que les modalités de ces relations changent profondément.

106, rue du Bac 75007 Paris

Tél. : 01 45 49 73 00

[www.secours-catholique.org](http://www.secours-catholique.org)

## Survie



Survie organise des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des responsables politiques français pour une réforme de la politique de la France en Afrique. Considérant que les problèmes de développement en Afrique ont d'abord des causes politiques, c'est dans ce champ du politique que l'association a jugé prioritaire d'agir.

Ses campagnes de dénonciation du caractère néo-colonial de la Françafrique et du soutien de la France à des dictatures, ont pour objectif l'instauration d'un contrôle parlementaire et démocratique de la politique française en Afrique. Dans cette perspective, Survie travaille en partenariat avec des organisations de la société civile française et africaine.

210, rue St Martin 75003 Paris

Tél. : 01 44 61 03 25

[www.survie-france.org](http://www.survie-france.org)

# Webographie

Afrique XX1 [www.afrique21.org](http://www.afrique21.org)

Association des Travailleurs Maghrébins de France [www.atmf.ras.eu.org](http://www.atmf.ras.eu.org)

ATTAC [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) [www.crid.asso.fr](http://www.crid.asso.fr)

CCFD [www.ccfid.asso.fr](http://www.ccfid.asso.fr)

Cédétim [www.cedetim.org](http://www.cedetim.org)

Cimade [www.cimade.org](http://www.cimade.org)

Coalition des Alternatives Dette et Développement - CAD Mali [www.cadmali.org](http://www.cadmali.org)

Confédération Nationale du Travail (CNT) [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org)

Collectif des Associations et des Amis des Comores (CAAC) [www.sos-comores.org](http://www.sos-comores.org)

Comité de soutien au Peuple togolais [www.soutientogo.org](http://www.soutientogo.org)

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

Comité Togolais de la Résistance [www.ctrtego.com](http://www.ctrtego.com)

Coordination SUD [www.coordinationsud.org](http://www.coordinationsud.org)

Echanges et partenariats [www.reseau-ipam.org/echanges-partenariats](http://www.reseau-ipam.org/echanges-partenariats)

Fédération des Congolais de la Diaspora [www.fcd.ras.eu.org](http://www.fcd.ras.eu.org)

Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) [www.fidh.org](http://www.fidh.org)

Greenpeace-France [www.greenpeace.org/france](http://www.greenpeace.org/france)

Initiatives Pour un Autre Monde (Ipam) [www.reseau-ipam.org](http://www.reseau-ipam.org)

Libération Afrique [www.liberationafrique.org](http://www.liberationafrique.org)

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) [www.mrap.asso.fr](http://www.mrap.asso.fr)

Mouvement des Indigènes de la République [www.indigenes-republique.org](http://www.indigenes-republique.org)

Oxfam France-Agir ici [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)

Plateforme dette et Développement [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)

Publiez ce que vous payez [www.publishwhatyoupay.org](http://www.publishwhatyoupay.org)

Secours catholique / Caritas France [www.secours-catholique.org](http://www.secours-catholique.org)

Sherpa [www.asso-sherpa.org](http://www.asso-sherpa.org)

Survie [www.survie-france.org](http://www.survie-france.org)

Survie Paris Ile De France [www.survie-pif.ras.eu.org](http://www.survie-pif.ras.eu.org)

Terre des Hommes-France [www.terredeshommes.asso.fr](http://www.terredeshommes.asso.fr)

**SOMMET CITOYEN**  
**FRANCE ↔ AFRIQUE**  
POUR UNE POLITIQUE DE LA FRANCE EN  
AFRIQUE RESPONSABLE ET TRANSPARENTE



**St Denis – Paris – Cannes**  
**11 - 16 Février 2007**